

Table ronde 29 septembre « Le bilan carbone, pas toujours évident »

Introduction de Lara Baranzini

C'est un plaisir de vous accueillir pour cette table ronde qui s'inscrit dans le cadre de la campagne « Un climat de solidarité » des Magasins du Monde et qui met l'accent sur le commerce équitable (CE) en tant que modèle économique alternatif, et sur son rôle pour lutter contre le réchauffement climatique et plus généralement pour la protection de l'environnement.

Je tiens à remercier les intervenantes et intervenants ainsi que Alice Khelifa pour sa modération et Arnaud Rivet pour le côté technique.

Juste quelques mots avant de laisser la parole à nos invités.

Les Magasins du Monde existent depuis presque 50 ans et sont des acteurs de ce que l'on nomme « la filière intégrée » du commerce équitable (ou garantie organisations), filière qui est chapeauté par l'Organisation mondiale du commerce équitable (WFTO). La filière intégrée garantit que toutes les structures qui la composent (y compris les magasins au Nord) respectent une série de principes de bonne gestion sociale, économique et environnementale et pratiquent le commerce équitable dans toutes leurs activités.

En d'autres termes, ces structures ne mélangent pas des activités équitables avec des activités qui s'inscrivent dans les logiques du commerce conventionnel. Pour rappel, les MdM sont des associations à but non lucratif et Claro AG, notre principal fournisseur, est l'importateur suisse qui s'inscrit dans la logique de cette filière. Ses bénéfices sont reversés dans le fonds de promotion des producteurs.

La filière intégrée se différencie de la filière labellisée (Max Havelaar en Suisse) qui certifie les produits mais n'a pas d'exigences de fond sur la forme et le fonctionnement des entreprises qui les produisent et les commercialisent.

Face à l'urgence liée au réchauffement climatique, la pertinence du commerce équitable est parfois remise en question en raison des émissions CO₂ liées au transport intercontinental. Aux Magasins du Monde nous avons voulu y voir plus clair. D'où la collaboration avec Quantis pour l'analyse du bilan CO₂ de quelques produits. Et je saisis ici l'occasion de les en remercier.

Faut-il donc renoncer au commerce équitable et ne consommer que des produits locaux ? Combien pèse le transport intercontinental sur le bilan global d'un produit ? Que prend en compte un bilan CO₂ et qu'est-ce qu'il ne voit pas ?

Et qu'en est-il des aspects sociaux, de la solidarité et de l'injustice climatique ? Comment s'assurer que la transition écologique n'en fasse pas l'impasse ? Autant de questions qui se posent et auxquelles nous espérons donner des réponses aujourd'hui.

Je vous avoue que la démarche n'a pas été facile. Nous avons choisi de comparer, entre autres, du sucre de canne brut des Philippines avec du sucre de betterave suisse.

Cette comparaison est un peu hasardeuse, car il ne s'agit pas du même produit, tant pour les propriétés gustatives que pour les valeurs nutritionnelles. Le sucre de canne brut, en effet, est du pur jus de canne déshydraté et contient donc des sels minéraux et les vitamines de la canne à sucre.

Au premier abord, on pourra peut-être nous reprocher de nous être tirés une balle dans le pied avec cette comparaison.

Mais en réalité, le sucre de canne brut des Philippines ne s'en sort pas si mal au niveau du bilan CO₂ sans compter que le réchauffement climatique (et donc les émissions de CO₂) n'est pas le seul facteur à analyser quand on réfléchit en termes de limites planétaires. La perte de biodiversité fait partie, avec le dérèglement climatique, des limites planétaires déjà dépassées.

Bien que se basant sur un indicateur quantitatif qui, par ailleurs, ne prend pas en compte tous les aspects environnementaux dont la perte de biodiversité, la démarche du bilan CO₂ reste intéressante pour voir quelles améliorations nous pouvons mettre en place, surtout sous nos latitudes, pour réduire les émissions de CO₂ de la filière.

Une autre difficulté de la démarche tient au fait que nous **ne pouvons pas faire abstraction de l'injustice climatique** et du constat que les populations les plus touchées sont les plus pauvres alors qu'elles y contribuent le moins.

Nous nous sommes retrouvés dans la situation de demander à nos partenaires aux Philippines des chiffres pour établir le bilan CO₂ du sucre alors qu'ils étaient directement impactés par les effets du dérèglement climatique.

En décembre 2021, en effet, le typhon Rai s'est abattu sur les Philippines en faisant plusieurs victimes. Il a fortement touché l'agriculture à un moment où le riz était presque mûr et la moitié de la canne à sucre attendait d'être récoltée. Les producteurs du Mascobado se trouvent dans les régions touchées et la majorité d'entre eux a été affectée.

On aboutit ainsi au paradoxe de demander aux plus démunis, qui de surcroît sont en première ligne face aux catastrophes climatiques, de rendre des comptes sur leurs méthodes de production.

Alors que les responsables de la situation actuelle se trouvent sous nos latitudes et que le système destructeur qui met le profit au centre de ses priorités et engendre des concentrations de richesse indécentes persiste et atteint même les sommets de l'absurde, entre vols en jet privé, tourisme spatial et voyages en apesanteur.

Aujourd'hui, la pression est de plus en plus forte pour que les productrices et les producteurs dans les pays à faible revenu s'engagent dans la transition écologique.

La plupart du temps on leur demande d'assumer cette responsabilité sans pour autant leur en donner les moyens, en les mettant dans des situations encore plus difficiles d'un point de vue économique.

Au-delà du principe 10 de la WFTO qui demande le respect de l'environnement dans toutes les étapes de la production et de la commercialisation, la logique solidaire du commerce équitable, qui inscrit le vivant au centre de la mission et avant le profit, doit être analysée dans sa totalité.

Non seulement le CE établit des relations de partenariat sur le long terme, mais il accompagne aussi les productrices et producteurs dans la transition, y compris avec du soutien financier. Il joue également un rôle important pour les accompagner face aux effets du dérèglement climatique.

Les rémunérations équitables, les primes, le préfinancement des récoltes sont autant de principes qui **renforcent la résilience des productrices et des producteurs**.

Tout en valorisant l'agriculture familiale, il permet de développer (ou maintenir) des pratiques agro-écologiques au Sud. 80% des produits de CE sont d'ailleurs aussi bio. Ces dernières années, le CE a été également identifié comme étant un levier possible pour la transition agro-écologique au Nord. Rappelons aussi que le développement des capacités de transformation et de commercialisation au niveau local dans les pays du Sud fait aussi partie de l'action du CE.

En conclusion, je pense qu'il est important de veiller à ce que la transition écologique ne soit pas un repli sur soi. C'est évident que le volume de marchandises qui voyagent dans le monde a atteint des limites indécentes.

Il faut revoir ce modèle de production et de consommation effrénée. Il faut relocaliser tout en soutenant l'agro-écologie sous nos latitudes.

La transition écologique doit se faire, mais il faut veiller à ce qu'elle se fasse de manière équitable, car nous sommes persuadés qu'il n'y aura pas de justice climatique sans justice économique.

Que ce soit au niveau du commerce local ou du CE, il est impératif aujourd'hui de soutenir des modèles économiques alternatifs engagés dans la transition écologique et sociale.